

**Le rôle des institutions politiques dans le processus de
croissance économique : justification théorique et
application empirique aux PED**

The role of political institutions in the economic growth process:
theoretical justification and empirical application to DCs

CHANEB Zouaouia¹

Doctorant/ Marchés, Emplois, Législation et Simulation aux Pays
Maghrébine

Faculté des sciences économiques, commerciales et de
gestion.Université d'Ain Temouchent.Algérie
zouaouia.chaneb@univ-temouchent.edu.dz

SI MOHAMMED Kamel

Pr/ Faculté des sciences économiques, commerciales et de
gestion.Université d'Ain Temouchent.Algérie.
Laboratoire LECAS
kamel.simohammed@univ-temouchent.edu.dz

Date de soumission :12.10.2024, Date d'acceptation :18.11.2024, Date de publication :14.12.2024

Résumé :

Cet article analyse l'influence des institutions politiques sur la croissance économique dans 81 pays en développement entre 1996 et 2022, en utilisant la méthode PMG ARDL appliquée à des données de panel statiques et dynamiques. Les résultats montrent que certaines variables institutionnelles telles que ; la stabilité politique, l'État de droit et l'efficacité gouvernementale, ont un effet significatif et positif sur la performance économique de ces pays. En revanche, la qualité de la réglementation, le contrôle de la corruption et la voix et responsabilité exercent un impact négatif sur les résultats macroéconomiques des pays étudiés.

Mots-clés : Institutions politiques, Gouvernance, Croissance économique, Pays en développement, PMG ARDL.

Code JEL: O43, O47, C23.

Abstract:

This article analyzes the effect of political institutions on economic growth for 81 developing countries between 1996-2022, using the PMG ARDL method applied to static and dynamic panel data. The results show that institutional structure factors, such as political stability, rule of law and government efficiency, have a significant positive impact on the economic performance of developing countries.

¹ Auteur correspondant

However, regulatory quality, corruption control and reputation have an adverse impact on the macroeconomic performance of the countries studied.

Keywords: Political institutions, Governance, Economic growth, Developing countries, PMG ARDL.

Jel Classification Codes: O43, O47, C23.

Introduction :

De nombreuses recherches prouvent que les institutions jouent un rôle primordial dans le mécanisme de croissance économique, inversement à l'économie de marché, qui met l'accent sur l'importance du marché comme régulateur unique du système, l'approche institutionnelle - pareillement renommée sous le nom de nouvelle économie institutionnelle - vise à justifier la présence des institutions. En fait, le SNI réunit plusieurs courants de pensée économiques qui ont en commun l'usage des institutions comme créateur de croissance économique. Ces facteurs institutionnels ont attiré l'attention de la Banque mondiale, qui a publié les six indicateurs institutionnels, et les pays en développement sont confrontés au défi d'améliorer la qualité institutionnelle pour soutenir le développement économique. Le FMI, dans ses perspectives de l'économie mondiale de 2003, se demande pourquoi les nations prospèrent et pourquoi certaines nations se développent plus rapidement que d'autres. Il a clairement souligné que ce sont les institutions qui jouent un rôle décisif et conditionnent la prospérité des nations.

Les institutions représentent les règles du jeu au sein d'une société, ou plus précisément, les restrictions élaborées par l'homme pour encadrer les interactions entre les individus North (1990). La formation et le fonctionnement ainsi que le développement des institutions varient considérablement selon les communautés et ces variations entraînent des différences dans les performances économiques des pays; appauvrir certains pays tout en enrichissant d'autres A. Yıldırım, MF Gökalp (2016). En effet, une structure institutionnelle efficace permet d'éliminer les distorsions du marché causées par des informations défaillantes, assure que les transactions entre les unités économiques se font de manière moins coûteuse et plus sécurisée, et contribue au développement économique en orientant les ressources disponibles vers des secteurs productifs et performants, et empêche notamment leur utilisation inefficace.

L'étude vise à mesurer et évaluer l'impact des institutions politiques sur la croissance économique entre 1996 et 2022, tout en déterminant la relation entre les indicateurs institutionnels et la croissance dans les pays économiquement moins avancés, à partir de la problématique suivante :

Dans quelle mesure l'environnement institutionnel est-il crucial pour la reprise économique dans les pays en développement ?

Afin de répondre à cette question, l'article sera structuré comme suit :

La première partie est consacrée à la revue de la littérature ayant abordé le sujet de cette recherche, suivie d'une analyse empirique de l'impact des institutions politiques sur la croissance économique. Enfin, l'étude discute et interprète les résultats de l'estimation obtenue.

1. Revue de la littérature:

L'analyse des travaux précédents révèle que la première contribution ayant établi les bases de l'analyse empirique d'un lien étroit entre les institutions politiques et la

performance économique est celle de Barro (1991, 1995), considérant la démocratie comme un facteur déterminant de la croissance. En explorant la relation de causalité entre la croissance économique et la démocratie, et en utilisant l'indice des droits électoraux pour mesurer cette dernière, Barro (1999) affirme que des revenus très élevés sont de bons indicateurs d'une amélioration de la démocratie. Cette hypothèse ne s'avère pas toujours valide lorsqu'on examine la causalité inverse. De plus, Barro (1999) indique que la démocratie peut promouvoir la croissance lorsque le degré de libertés politiques est faible, mais qu'elle peut nuire à cette croissance lorsqu'un niveau raisonnable de liberté est déjà atteint.

Barro (1991) et Londregan et Poole (1992), en utilisant l'indice d'instabilité politique et de violence, constatent que des niveaux médiocres de croissance sont engendrés par ce dernier.

Person et Tabellini (2008) indiquent que l'effet de la démocratie sur la croissance est fréquemment sous-estimé du fait de l'hypothèse de linéarité qui est associée à cette relation. Ils affirment que le passage d'un régime autoritaire vers la démocratie stimule et accélère la croissance annuelle d'un pays. Cependant, si un pays perd ses institutions démocratiques après l'établissement d'une dictature, il est envisageable qu'il fasse face à une récession pouvant atteindre 45 %.

En se fondant sur les données de panel issu d'un échantillon de 38 pays en développement, Aynur YILDIRIM et Mehmet Faysal GÖKALP (2016), utilisent 23 variables institutionnelles pour étudier le lien entre institutions et croissances économiques. Les résultats révèlent que des variables institutionnelles telles que la réglementation des barrières commerciales, l'intégrité du système judiciaire, la part du secteur privé dans le système bancaire, la restriction des investissements étrangers et la variable emploi-travail ont un effet positif. Cependant, les performances macroéconomiques des PED sont négativement influencées par d'autres indicateurs tels que la stabilité politique, les transferts et les subventions, ainsi que l'indépendance du pouvoir judiciaire, et les dépenses publiques, de plus les libertés civiles, et enfin le taux de change du marché monétaire.

Loi Hook Siong, Thong Lim et Normoz Wana Ismail (2013), sur la base d'un échantillon de soixante pays ils examinent le lien entre les institutions et la croissance soutenable à l'aide du test de causalité de Granger. Cette étude prouve qu'il existe une corrélation bidirectionnelle entre l'environnement institutionnel et la croissance économique ; elle indique également que la relation de causalité entre les deux variables analysées est conditionnée par le niveau de revenu, et la qualité institutionnelle est plus propice à la performance économique dans les pays à revenu élevé, tandis que la croissance économique semble améliorer la qualité institutionnelle dans les pays à faibles revenus.

Knack et Keefer (1997) ont étudié l'incapacité des pays pauvres à rattraper leur retard, malgré les prédictions des premiers modèles néoclassiques, qui suggéraient que les pays en développement devraient bénéficier d'une croissance plus rapide que les pays industrialisés, grâce aux transformations technologiques et à la diminution des rendements du capital dans ces derniers. C'est l'inverse qui s'est produit : les pays pauvres reculent au lieu de rattraper leur retard. Cette divergence, selon eux, est due à des institutions défaillantes. En se basant sur plusieurs indicateurs institutionnels, notamment ; le risque d'expropriation et de répudiation de contrats, ainsi que la corruption et également l'état de droit, il parvient à démontrer que

l'environnement institutionnel dans lequel les activités économiques se déroulent joue un rôle crucial pour que les pays pauvres comblient leur retard. Effectivement, divers études empiriques mettent en évidence un lien significatif positif entre le revenu par habitant et le renforcement des structures institutionnelles (Feng, 2003, Keefer et Knack, 2002, Clogue et al. 1996,).

Dans son étude de 2017, Adama Combbey analyse l'effet direct et indirect des variables institutionnels politiques, tels que ; la voix et la responsabilité, ainsi que l'absence de violence et de terrorisme, également l'état de droit et la stabilité politique, sur le développement économique des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. En appliquant le modèle GMECE (Group Mean Estimator with Correlated Common Effects), Combey prouve que la promotion de l'état de droit favorise la croissance économique dans cette région. Cependant, des indicateurs tels que l'absence de violence et de terrorisme, la voix et la responsabilité, ainsi que la stabilité politique, ne semblent pas avoir d'effet notable.

En s'intéressant au rôle des institutions dans le développement économique, W.L. et Le Roux (2018) utilisent en particulier l'indice de perception de la corruption et d'autres indicateurs institutionnels pour étudier la relation entre les deux variables mentionnées, dans la CEDEAO sur la période 1990-2015. L'étude a révélé que les institutions économiques contribuent à la croissance du PIB par habitant, tandis que l'IPC n'a pas d'effet significatif.

Les études Gönderilme Tarihi et Kabul Tarihi (2020) examinent comment l'état de droit et l'efficacité du gouvernement influencent la croissance dans les pays en transition de l'Union européenne entre 2002 et 2018. Les résultats indiquent que la croissance économique est positivement influencée par l'efficacité du gouvernement, tandis que l'État de droit n'a pas d'effet significatif. En outre, les résultats révèlent qu'il existe une causalité bidirectionnelle entre l'État de droit et la croissance économique, ainsi qu'un lien unidirectionnel allant de l'efficacité du gouvernement à la croissance économique.

À travers la méthode DMC et avec les données allant de 1995 à 2020, Charles BITA, Fadimatou DAMDAM et Jean NLOM (2023) ont étudié les facteurs qui affectent la qualité des institutions dans la zone CEMAC. En soulignant l'importance de la stabilité politique, ils montrent qu'il existe une relation positive significative entre cette dernière et la croissance soutenable. Les résultats recueillis vont du même sens que les conclusions de Tsassa et Yamb (2001), qui suggèrent que la stabilité politique contribue positivement à la croissance économique en CEMAC, cependant l'inverse constitue un obstacle à la croissance.

2. Cadre méthodologique de l'analyse

2.1. Choix de variables et données

En utilisant un panel de données provenant de 81 pays en développement, cette étude examine le lien entre les institutions politiques et le taux de croissance économique entre 1996 et 2022. Six principaux indicateurs institutionnels définis par la Banque mondiale ont été utilisés, avec des variables macroéconomiques fixées également par la Banque mondiale.

La période d'analyse a été choisie en fonction de la disponibilité des données. Un panel d'estimation statique avec la méthode Panel Mean Group (PMG) Autoregressive Distributed Lag (ARDL) a été réalisé pour obtenir l'influence des

institutions sur la croissance économique. Les variables étudiées sont présentées dans le tableau 1.

Tableau 1. Les variables étudiées

Variables	Acronyme	Unité de mesure	Source
Produit intérieur brut	GDP	Croissance du PIB par habitant (% annuel)	Banque mondiale
Formation brute de capital	K	% du PIB	Banque mondiale
Contrôle de la corruption	CC	Estimation, documentation du WGI	Banque mondiale
Efficacité du gouvernement	GE	Estimation, documentation du WGI	Banque mondiale
Stabilité politique et absence de terrorisme violent	PS	Estimation, documentation du WGI	Banque mondiale
Qualité réglementaire	RQ	Estimation, documentation du WGI	Banque mondiale
Règle de loi	RL	Estimation, documentation du WGI	Banque mondiale
Voix et responsabilité	VA	Estimation, documentation du WGI	Banque mondiale
Taux de participation à la population active	LF	total (% de la population totale âgée de 15 ans et plus) (estimation modélisée du BIT)	Banque mondiale

2.2. Présentation du modèle

S'appuyant sur les travaux de Mankiw, Romer et Weil (1992), ainsi que sur la contribution de Knight et al. (1993), de Ghura et Hadjimichael (1996), de même que de Demetriades et Law (2006), et sur les recherches de Jalilian et al. (2007) et de Calvallo et Daude (2010).

Le modèle examiné repose en particulier sur des recherches ayant établi un lien entre les indicateurs de la qualité institutionnelle et le développement économique. Il dérive de celui de Mankiw et al. (1992), appliqué dans le cadre de données de panel. Le modèle estimé est le suivant:

$$GDP_{it} = \beta_0 + \beta_1 PS_{it} + \beta_2 GE_{it} + \beta_3 RQ_{it} + \beta_4 CC_{it} + \beta_5 RL_{it} + \beta_6 VA_{it} + \beta_7 K_{it} + \beta_8 L_{it} + \mu_{it}$$

Cette recherche a pour objectif d'incorporer des variables institutionnelles à l'équation du modèle de croissance traditionnel, tout en spécifiant l'importance de la structure institutionnelle pour stimuler la performance économique.

3. Résultats et Discussions :

3.1. Analyse descriptive :

Une analyse descriptive des diverses variables étudiées, obtenue à l'aide du logiciel STATA 18 est illustrée dans le tableau ci-dessous, qui comprend 81 pays et a enregistré un total d'observations de 2164.

Tableau 2. Statistiques descriptives

	GDP	GE	K	L	CC	PS	RL	RQ	VA
Mean	2.098	-0.512	22.498	60.707	-0.525	-0.451	-0.573	-0.458	-0.551
Median	2.170	-0.589	21.440	61.278	-0.649	-0.385	-0.634	-0.441	-0.588
Maximum	96.956	1.563	76.782	88.350	1.717	1.387	1.519	1.421	1.342
Minimum	-47.899	-2.226	-2.424	36.400	-1.647	-3.18	-1.918	-2.302	-2.124
Std. Dev.	5.590	0.664	8.967	11.038	0.668	0.854	0.634	0.660	0.727
Skewness	3.009	0.505	1.042	0.043	1.036	-0.336	0.517	0.178	0.303
Kurtosis	68.830	3.350	6.430	2.513	3.887	2.744	3.140	3.031	2.550
Jarque-Bera	394020.5	103.134	1452.639	22.034	458.834	46.762	98.332	11.603	51.447
Probability	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.003	0.000
Sum	4540.468	-1109.055	48687.70	131371.0	-1138.162	-977.142	-1241.04	-992.099	-1193.34
Sum Sq. Dev.	67609.81	953.811	173946.7	263536.6	967.815	1579.712	871.365	942.873	1145.206
Observations	2164	2164	2164	2164	2164	2164	2164	2164	2164

Source: Calculs effectués par les auteurs.

3.2. Examen des corrélations :

Le tableau 3 synthétise les résultats obtenus lors du test de corrélation effectué pour identifier les relations potentielles entre les variables analysées.

Tableau 1. Résultats des corrélations

Corrélations	GDP	GE	K	L	CC	PS	RL	RQ	VA
GDP	1,000								
GE	0,017	1,000							
K	0,163	0,205	1,000						
L	-0,033	0,016	-0,082	1,000					
CC	-0,001	0,843	0,156	0,014	1,000				
PS	0,030	0,644	0,196	0,056	0,679	1,000			
RL	0,010	0,885	0,206	-0,008	0,872	0,696	1,000		
RQ	0,006	0,839	0,142	0,038	0,709	0,578	0,833	1,000	
VA	0,010	0,503	0,034	0,106	0,517	0,438	0,560	0,598	1,000

Source: Calculs effectués par les auteurs.

Les valeurs supérieures ou égales à 0,5 indiquent qu'il existe une forte corrélation positive ou négative entre les variables.

3.3. L'analyse de la dépendance inter-individuelle :

Il est crucial de vérifier la stationnarité avant d'estimer les variables du modèle étudié. Nous avons d'abord effectué un test de dépendance inter-individuelle, celui de Pesaran (2004), afin de s'assurer de sélectionner le test de racine unitaire approprié.

Tableau 4. Résultats des tests de dépendance inter-individuelle

Test	Statistique	Probabilité
Breusch-Pagan LM	7422.878	0.0000
Pesaran scaled LM	51.96221	0.0000
Pesaran CD	51.91115	0.0000

Source: Calculs effectués par les auteurs.

D'après les résultats prélevés, les probabilités étant inférieures à 5 %, nous devons rejeter l'hypothèse nulle de non dépendance inter-individuelle au seuil de 1 %. Les tests de stationnarité de deuxième génération sont particulièrement appropriés pour avoir des résultats robustes.

3.4. Tests de racine unitaire en panel :

Un test de racine unitaire de seconde génération, proposé par Pesaran (2007), et qui prenant en compte la dépendance inter-individuelle, a été effectué:

Tableau 5. Résultats de tests de racine unitaires CIPS et CADF

Variables	CIPS		CADF	
	À niveau	Différence première	À niveau	Différence première
GDP	-3.944*	...	-3.085*	...
PS	-1.65	-4.675*	-1.772	-2.584*
GE	-1.713	-4.782*	-1.541	-2.688*
RQ	-1.679	-4.475*	-1.501	-2.263*
CC	-1.65	-4.429*	-1.534	-2.401*
RL	-1.666	-4.538*	-1.579	-2.462*
VA	-1.628	-3.945*	-1.894***	-2.386*
K	-2.394*	...	-2.498*	...
L	-1.505	-3.124*	-1.78	-2.425*

Source: Calculs effectués par les auteurs.

Note : *, ** et *** indiquent une signification aux seuils de 1 %, 5 % et 10 % respectivement.

Les résultats globaux suggèrent que la variable GDP est stationnaire au niveau, tandis que les autres variables deviennent stationnaires après la première différence.

3.5. L'analyse de la cointégration :

Il est fondamental d'examiner la cointégration sur les données de panel afin de détecter la présence des relations à long terme entre les variables analysées. Les résultats tirés du test effectué sont affichés dans le tableau ci-dessous. L'hypothèse nulle du test suppose qu'il n'y a pas de cointégration.

Tableau 6. Résultat du test de cointégration de Westerlund

Type	Test	Statistic	p-value
Westerlund (2007)	Variance ratio	-5.2883	0.0000

Source: Estimations faites par les auteurs.

Les probabilités affichées au-dessus sont en réalité inférieures à 5% du niveau de signification statistique, cela signifie la présence d'une co-intégration, et ce qui indique également le long processus de relation entre les variables de modèle. Nous pouvons donc conclure que les variables analysées possèdent une relation à long terme.

3.6. Analyse des résultats de l'estimation :

L'estimation des paramètres du modèle permet de calibrer le modèle et d'évaluer le lien entre les institutions politiques et la croissance économique. Par conséquent, l'estimateur PMG ARDL est utilisé. C'est une approche qui combine des modèles autorégressifs (AR) et des modèles à retards échelonnés (DL), en effet, la méthode offre une approche flexible et robuste pour analyser les interactions à court et long terme. On utilise souvent le facteur (VIF) d'inflation de la variance pour étudier la multicolinéarité entre le régressant, les résultats révèlent que les variables étudiées ne présentent aucun problème de multicolinéarité.

Tableau 7. Résultats pour l'estimateur PMG

Paramètres	Coefficients	Std. Error	t-Statistic	Prob
Short Run Equation				
COINTEQ01	-0.815811	0.074701	-10.92101	0.0000
D(GDP(-1))	0.008718	0.052912	0.164768	0.8692
D(PS)	-0.389788	1.159351	-0.336213	0.7368
D(PS(-1))	-0.901316	1.295267	-0.695853	0.4868
D(GE)	-2.382135	2.137192	-1.114610	0.2655
D(GE(-1))	-1.114623	1.791157	-0.622292	0.5340
D(RQ)	5.059796	2.657555	1.903929	0.0574
D(RQ(-1))	1.806372	2.512365	0.718993	0.4724
D(CC)	-8.197926	6.381806	-1.284578	0.1994
D(CC(-1))	0.139070	2.083315	0.066754	0.9468
D(RL)	7.247231	5.511284	1.314980	0.1890
D(RL(-1))	-2.477366	2.299379	-1.077407	0.2817
D(VA)	-4.774432	3.615392	-1.320585	0.1871
D(VA(-1))	3.694395	3.063553	1.205918	0.2283
D(K)	0.161188	0.061933	2.602597	0.0095*
D(K(-1))	-0.109454	0.071042	-1.540689	0.1239
D(L)	12.02519	10.66693	1.127334	0.2600
D(L(-1))	-11.63753	11.06224	-1.052005	0.2932
C	-8.895917	0.886458	-10.03535	0.0000
Long Run Equation				
PS	0.542948	0.050238	10.80759	0.0000*
GE	4.445461	0.203994	21.79213	0.0000*
RQ	-1.823756	0.163636	-11.14518	0.0000*

CC	-1.966632	0.205512	-9.569415	0.0000*
RL	1.280206	0.172189	7.434896	0.0000*
VA	-3.490087	0.125174	-27.88187	0.0000*
K	0.108827	0.006824	15.94698	0.0000*
L	0.164504	0.016176	10.16965	0.0000*

Source: Estimations faites par les auteurs.

Note : *, ** et *** indiquent une signification aux seuils de 1 %, 5 % et 10 % respectivement.

Les résultats obtenus après l'estimation du modèle étudié sont illustrés dans le tableau 7. Tous les paramètres de régression sont fortement significatifs à long terme, cependant il n'en est pas de même à court terme. En effet, la croissance économique est généralement un processus de long terme, ce qui signifie que les conséquences découlant de l'interaction des variables macroéconomiques prennent plus de temps à se manifester.

Une augmentation d'une unité de l'indice de stabilité politique génère un effet pouvant atteindre 0,542 % à un seuil de 1 % de significativité. En fait, la majorité des ruptures qu'elle endommageait l'activité économique au cours des dernières décennies résulte de l'instabilité qui se produit lors des coups d'État et des révolutions, ce qui aura une incidence néfaste sur la création de richesse et augmentera les probabilités de perte en capital.

Les résultats révèlent que l'efficacité du gouvernement avait un impact significatif positif, elle a donc une grande importance dans la stimulation du PIB par habitant dans les PED, et demeure un maillon essentiel qui favorise le développement économique, car une augmentation de 1 % de l'efficacité du gouvernement se traduit par une hausse de 4,445 % du PIB, avec un niveau de significativité de 1 %, ce qui a une influence considérable. L'efficacité du gouvernement est cruciale pour créer un environnement favorable à la prospérité économique. Lorsque les gouvernements fonctionnent d'une manière efficace, ils encouragent les investissements, diminuent la corruption et offrent d'excellents services publics, ce qui accélère la croissance.

Par ailleurs, les résultats suggèrent un lien négatif entre la qualité de la réglementation et la croissance économique, chaque unité supplémentaire de cet indicateur étant associée à une baisse de 1,833 % du taux de croissance économique. Cette incidence négative se manifestera à long terme par une dégradation de la performance du système judiciaire, entraînant ainsi une perte de confiance des agents économiques envers les institutions publiques. Cela aura également des répercussions sur l'efficacité des procédures relatives aux contrats conclus ainsi que sur la capacité à protéger les droits de propriété. (North, 1990 ; Etsiba et al., 2018).

Les résultats tirés montrent clairement que la corruption est un obstacle qui pèse lourdement sur le taux de croissance économique. Une augmentation de l'indice qui mesure la corruption d'un point conduirait à une baisse du taux de PIB par habitant de 1.966%, on peut affirmer que la corruption impose des coûts importants à l'économie. En particulier, la corruption impose un prix excessivement élevé aux pays en leur refusant l'accès aux marchés de capitaux internationaux et en diminuant

la croissance et les investissements. Les pots-de-vin, contrairement aux impôts, impliquent des distorsions imprévisibles dans l'usage discrétionnaire et incertain du pouvoir gouvernemental.

Quant au reste, en prenant en considération les résultats statistiquement significatifs, on constate qu'une augmentation d'une unité de l'État de droit, ainsi que de la voix et de la responsabilité, a entraîné respectivement une hausse de 1.280 % et de 3.390 % du revenu par habitant dans les PED.

En ce qui concerne les coefficients associés aux variables de contrôle, notamment : la formation brute de capital ainsi que la population active, ils montrent une relation statistiquement positive tant à court qu'à long terme.

3.7. Discussion :

Les résultats issus de l'estimation réalisée en utilisant le PMG ARDL indiquent que toutes les variables à long terme sont significatives statiquement.

La variable stabilité politique affecte positivement le PIB par habitant. En effet, un environnement avec des politiques et des régulations prévisibles et stables encourage les investissements étrangers et locaux, restreint les crises financières, en particulier les fluctuations monétaires, et renforce la confiance des acteurs vis-à-vis de l'environnement économique. Les résultats obtenus après l'estimation du modèle étudié sont cohérents avec les travaux de Tsassa et Yamb (2001), d'Alesina et Perotti (1996) et Hafiz et al. (2016). Dans l'ensemble, atteindre des niveaux élevés de stabilité politique est un élément vital qui favorise et contribue à la réalisation d'une croissance durable dans les pays dont la structure économique est faible.

L'efficacité du gouvernement ainsi que l'État de droit exercent une influence positive sur le taux de croissance. Les résultats obtenus sont cohérents avec les recherches de Kaufmann, Kraay et Zoido (1999) qui précisent l'importance de la bonne gouvernance en tant que volant de l'économie à travers toutes les procédures et comportements permettant une gestion efficace et responsable de l'intérêt public. Ainsi que les résultats de recherche effectués ; par Dollar et Kraay (2002), de même de Easterly et Levine (2003), de plus de Rigobon et Rodrik (2005), qui montrent que la bonne gouvernance a un effet positif sur le revenu par habitant. De même, les travaux de Jalilian, Kirkpatrick et Parker (2006).

À propos de la qualité de la réglementation, il a été déterminé qu'elle a un impact préjudiciable sur le déroulement économique, ce qui va donc affecter la crédibilité des processus politiques et éroder la confiance vis-à-vis des institutions publiques (El Morchid, 2016).

La corruption est considérée comme un obstacle à la réalisation d'une progression économique. Ses flux doivent être limités et contrôlés dans le but de consolider les institutions étatiques, et d'assurer une répartition équitable des ressources, et ainsi de stimuler les investissements, nationaux et étrangers. Les résultats intuitifs obtenus sont similaires à ceux de Mauro (1995), qui mentionne les incidences de la corruption sur la croissance et les niveaux d'investissement entre 1960-1985 (El Jabri, 2022).

Les résultats recueillis révèlent également que la variable voix et responsabilité affectent négativement la croissance soutenable dans les pays moins avancés économiquement. Il arrive de confirmer la position de Z. Zhuo, ASM O, B.

Muhammad, S. Khan (2021), qui suggèrent que dans les pays en développement, la démocratie à elle seule ne déclenche pas nécessairement la croissance économique; d'autres variables structurelles (telles que les infrastructures sociales et physiques) jouent un rôle crucial.

Concernant la création brute de capital et la proportion de la population en activité, leurs effets sont positifs, ce sont des éléments de base pour booster la croissance du PIB par habitant. Ce résultat conforte les conclusions des larges théories économiques qui mirent en évidence l'importance de ces deux indicateurs.

En bref, les pays en développement doivent consolider la qualité de leurs institutions, lutter contre la corruption endémique et porter une attention accrue à la qualité de la législation, ainsi qu'à l'expression libre et la prise en charge démocratique, ce qui va promouvoir le taux de croissance futur du PIB par habitant.

Conclusion:

La littérature sur le rapport entre l'économie institutionnelle et l'expansion économique s'est améliorée ces dernières années et insiste sur l'indispensabilité d'une structure institutionnelle efficace afin de faire face aux indéterminations et incertitudes du marché et à l'asymétrie de l'information disponible, tout en garantissant une répartition performante des ressources et en favorisant une érogénité positive.

Le présent article a tenté d'étudier l'impact des indicateurs institutionnels sur la performance économique dans les pays moins avancés, à l'aide de la méthode PMG ARDL appliquée à un panel de 81 pays en développement sur la période de 1996 à 2022. Les coefficients à court terme ne présentent pas de significativité statistique pour toutes les variables, tandis que ceux à long terme sont significatifs, certaines variables ont stimulé la croissance économique, mais d'autres ont eu un effet négatif.

Dans l'ensemble, il est essentiel que les dirigeants et les responsables politiques, tant au niveau national qu'international, parviennent à instaurer une bonne gouvernance ; en adoptant des stratégies efficaces et pertinentes, en améliorant la transparence et la responsabilité, et en élaborant des plans d'action favorables à la croissance économique et sociale à long et à court terme, ce qui ensuite stimulera notamment la confiance des acteurs économiques envers les institutions gouvernementales. Les décideurs politiques doivent pareillement prendre en considération que la structure institutionnelle des pays en développement ne peut être améliorée sans éliminer les espaces blancs qui conduisent à la manipulation du système judiciaire, à la corruption, aux pots-de-vin et à des réglementations mal structurées. En outre, les effets néfastes de la démocratie sur croissance économique devraient être un sujet extrêmement discutable dans les économies en développement.

Enfin, un modèle économique ne peut viser l'universalité sans critiques, les résultats obtenus peuvent approuver des limites nécessitant un approfondissement d'avantage. De plus, l'échantillon de cette étude est limité aux pays en développement, l'élargissement de l'échantillon à l'échelle mondiale et l'utilisation des spécifications empiriques différentes peuvent donner des résultats plus significatifs.

Références bibliographiques:

- Acemoglu, D., & Johnson, S. (2005), «Unbundling institutions», *Journal of political Economy*, 113(5), 949-995.
- Al-Marhubi, F. (2004), «The determinants of governance: A cross-country analysis», *Contemporary Economic Policy*, 22(3), 394-406.
- ARON, J. (2000), «Growth and Institutions: A Review of Evidence, the World Bank Research Observer», Vol. 15, No 1, February 2000, 99-135.
- Barro, R. J. (1990), «Government spending in a simple model of endogeneous growth», *Journal of political economy*, 98(5, Part 2), S103-S125.
- Barro, R. J. (1991), «Economic growth in a cross section of countries», *The quarterly journal of economics*, 106(2), 407-443.
- DAMDAM, F. G., BITA, C. A., & NLOM, J. H. (2023), «L'impact de la stabilité politique sur la croissance économique soutenable dans la zone CEMAC: Une analyse économétrique avec données de panel», *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(2-2), 76-93.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2004), «Governance matters III: Governance indicators for 1996, 1998, 2000, and 2002», *The World Bank Economic Review*, 18(2), 253-287.
- Knack, S., & Keefer, P. (1995), «Institutions and economic performance: cross-country tests using alternative institutional measures», *Economics & politics*, 7(3), 207-227.
- Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992), «A contribution to the empirics of economic growth», *The quarterly journal of economics*, 107(2), 407-437.
- Peres, M., Ameer, W., & Xu, H. (2018), «The impact of institutional quality on foreign direct investment inflows: evidence for developed and developing countries», *Economic research-Ekonomska istraživanja*, 31(1), 626-644.
- Şaşmaz, M. Ü., & Sağdıç, E. N. (2020), «The effect of government effectiveness and rule of law on economic growth: the case of European union transition economies», *Dokuz Eylül Üniversitesi İşletme Fakültesi Dergisi*, 21(1), 203-217.
- Scully, G. W. (1988), «The institutional framework and economic development», *Journal of political economy*, 96(3), 652-662.
- Yıldırım, A., & Gökalp, M. F. (2016), «Institutions and economic performance: A review on the developing countries», *Procedia Economics and Finance*, 38, 347-359.
- Yıldız, B. F. «THE ROLE OF POLITICAL AND INSTITUTIONAL FACTORS ON ECONOMIC FREEDOM: EMPIRICAL EVIDENCE FROM PMG ARDL MODEL ESTIMATION», *Journal of Research in Economics*, 6(1), 83-94.